

## Bulletin d'histoire politique

# Le PQ, de René Lévesque à Jacques Parizeau: une sombre querelle autour d'un trait d'union erratique...

Pierre Godin



Volume 3, numéro 1, automne 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063456ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063456ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Septentrion

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Godin, P. (1994). Le PQ, de René Lévesque à Jacques Parizeau: une sombre querelle autour d'un trait d'union erratique.... *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 109–114. <https://doi.org/10.7202/1063456ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## LE PQ, DE RENÉ LÉVESQUE À JACQUES PARIZEAU: UNE SOMBRE QUERELLE AUTOUR D'UN TRAIT D'UNION ERRATIQUE...

Pierre Godin

*Journaliste*

---

**E**n forçant un peu la note, on pourrait soutenir que l'histoire du PQ, c'est avant tout une querelle de trait d'union ! Un trait d'union qui apparaît ou disparaît selon le chef, le rapport des forces entre modérés et radicaux, ou encore la conjoncture politique. Une sorte de jeu de cache-cache qui en dit long sur l'absence flagrante de consensus autour du projet-moteur à l'origine du PQ: la souveraineté- association.

Jusqu'à l'arrivée de Jacques Parizeau, en 1988, l'association avec le Canada était la condition obligatoire de la souveraineté. Non seulement par stratégie, c'est-à-dire pour enlever au mot indépendance son petit côté Frankenstein, mais parce que René Lévesque était convaincu qu'un Québec souverain ne pourrait survivre sans maintenir des institutions économiques communes avec le reste du Canada. Le malheur: son trait d'union n'a jamais fait l'unanimité.

Quand il devenait intouchable et obligatoire, c'était le signal qu'en votant pour le PQ, on votait tout autant pour l'association économique avec le Canada, que pour la souveraineté du Québec. S'il devenait futile et accessoire, l'espace parfois d'un congrès, alors en votant pour le PQ, on votait pour la souveraineté tout court, sans association économique obligée avec le Canada.

Lors de l'épisode du «beau risque» de l'automne 1984, on ira jusqu'à emprunter au bestiaire pour désigner les camps de chaque côté du trait d'union. Il y avait les kangourous opportunistes qui cachaient la souveraineté dans leur petite poche en parlant surtout d'association. Et les caribous suicidaires qui couraient se jeter à la rivière avec leur souveraineté dure, rejetée par la population.

En devenant chef du PQ, Jacques Parizeau, champion des caribous et ennemi juré du trait d'union obligatoire, rangea carrément la querelle aux

oublies. Du coup, il ramenait le PQ à l'orthodoxie riniste des années 60 alors qu'un vote pour le RIN voulait dire un vote pour l'indépendance. Point à la ligne. Pas de malentendu possible.

Ce faisant, Jacques Parizeau clarifiait le processus d'accession à la souveraineté qui, sous René Lévesque et Pierre-Marc Johnson, restait plutôt ambigu et problématique. La souveraineté n'arrivait qu'en bout de ligne et dépendait d'un long processus ponctué d'au moins deux référendums.

La souveraineté, c'était le toit sur la maison. On le posait en dernier, après tout le reste. Le problème, c'était que le «reste» risquait d'être compliqué et de prendre du temps. Avant même d'être posé, le toit risquait aussi d'être emporté par la tempête durant des négociations se déroulant sans le poids décisif d'un vote majoritaire de la population en faveur de la souveraineté.

Avec Jacques Parizeau, aussitôt le PQ élu, l'Assemblée nationale proclamerait dans une résolution solennelle, qui aurait valeur de précédent historique, la volonté du Québec de devenir souverain, puis négocierait ensuite les modalités de réalisation avec Ottawa, le tout sanctionné en dernière étape par un référendum, qui serait l'acte de naissance du nouvel État souverain.

L'association économique avec le Canada resterait souhaitable mais pour les raisons d'ordre pratique qu'on devine facilement. Elle ne serait plus cependant la sœur siamoise de la souveraineté et dépendrait au fond de la bonne volonté canadienne pour exister ou pas. On peut au moins accorder à Jacques Parizeau la paternité de cette clarification, dont cependant la rentabilité politique et électorale reste à démontrer.

À l'origine, le consensus sur l'option définie par René Lévesque était absolu. On en était encore à cette espèce de délire collectif qui accompagne les grandes naissances, ou les grands chaos de l'histoire. L'adhésion au leader charismatique qui avait su lire correctement la nouvelle donne, et qui était perçu comme le seul capable d'entraîner les Québécois derrière la souveraineté, paraissait totale.

Mais la paix ne dura pas longtemps. L'association économique devint en effet un gros point d'accrochage entre les gens du MSA et du RIN qui tentaient de définir un programme commun, durant l'été 1968. Pour les rinistes de Pierre Bourgault, c'était tout au plus du fédéralisme camouflé, et non de la souveraineté, puisqu'on créerait une autorité supérieure à celle du Québec: la banque centrale ou encore l'union monétaire.

Après le coup d'envoi électoral d'avril 1970, qui positionne d'emblée le PQ comme parti de gouvernement, avec le quart des voix, commence une

longue traversée du désert de six ans au cours de laquelle le parti viendra près d'éclater sur l'iceberg de son option plus ou moins acceptée. C'est la période 1970-1973, qui sera la plus souffrante.

Les retombées négatives de la crise d'Octobre crucifient le PQ. C'est l'époque de la perfide équation «PQ égale FLQ» montée en épingle par libéraux et fédéralistes. Puis celle des «*dirty tricks*» de la GRC, que mettront à jour après 1977 les commissions Keable et Macdonald. Les agents fédéraux prolongent le climat de la terreur nuisible au PQ et qui aboutit au vol de sa liste de membres, l'Opération Ham de janvier 1973.

Une toile de fond propice au recul ou à la fuite en avant. Au congrès de février 1973, éclate en effet la querelle du trait d'union, toujours latente depuis l'arrivée massive des rinistes au PQ. Contre René Lévesque lui-même, et contre aussi son nouveau favori Claude Morin, qui vient d'adhérer au PQ, la ligne dure triomphe avec l'appui de Jacques Parizeau. Dorénavant, un vote pour le PQ signifiera un vote pour la souveraineté tout court. C'est l'indépendance unilatérale.

Un congrès, ce n'est qu'un congrès. Une résolution, ça se change, dira René Lévesque. Sauf que Robert Bourassa le court-circuite en déclenchant les élections du 29 octobre 1973. Le PQ devra donc se présenter devant les électeurs avec un programme qui leur promet qu'ils seront séparés du beau grand Canada, dès le lendemain du vote. Avec ses 102 députés et 54 % des voix, Bourassa obtient un mandat écrasant qui décide René Lévesque à accrocher ses patins. Une seconde défaite personnelle en moins de trois ans, c'est trop. Il n'est plus sûr d'être encore l'homme de la situation et ne se reconnaît plus dans ce parti qu'il a fondé mais qui semble lui échapper.

Contre toute attente, il se laisse fléchir. Il reste. Mais les radicaux de la souveraineté sans trait d'union vont en payer le prix. Sa première préoccupation est de faire résilier la ligne dure qui prévaut depuis le congrès de février 1973. L'affrontement a lieu au congrès de novembre 1974 où triomphent cette fois Claude Morin et la résolution qu'il a mitonnée sur l'étapisme.

Chaque chose en son temps. En votant pour le PQ, l'électorat ne votera pas automatiquement pour la souveraineté mais pour un bon gouvernement. La souveraineté, si elle doit venir — mais avec Claude Morin, diront les durs, on est sûr qu'elle ne viendra jamais! — n'arrivera qu'après un référendum qui sera tenu avant la fin du premier mandat. Jacques Parizeau, qui était contre, doit se rallier.

La stratégie de l'étapisme se révèle payante. Les sondages commencent à tourner en faveur du PQ qui se retrouve, dès octobre 1975, devant les

libéraux. Avance qu'il conservera jusqu'aux élections de novembre 1976 alors qu'un Robert Bourassa complètement défraîchi cède le pouvoir à René Lévesque.

Les quatre années qui commencent sont des années de consensus et d'harmonie retrouvée. Le ciment du pouvoir y est pour quelque chose mais plus encore le fait que tous les esprits et toutes les énergies sont mobilisés dans le grand chantier que devient le Québec: démocratisation de la vie politique, loi 101, zonage agricole, assurance-automobile, et tutti quanti. Dans la ruche, les abeilles sont trop occupées pour se piquer l'une l'autre.

Néanmoins, les partisans de la souveraineté tous azimuts ne relâchent pas complètement leur vigilance. Plus le référendum approche, plus la fièvre du trait d'union monte. Au Conseil national de décembre 1978, Gilbert Paquette et Louise Harel tentent de faire adopter une résolution pour revenir à la souveraineté non dévoyée. Du haut de son siège à l'Assemblée nationale, René Lévesque avertit ses constestataires que l'association reste un *must*.

Cette assurance, réaffirmée jusqu'au référendum de mai 1980, ne suffit pas à emporter l'adhésion d'une majorité de Québécois. René Lévesque avale difficilement la couleuvre. Il ne pensait pas gagner, c'est vrai, mais il avait cru jusqu'à la fin que le Oui irait chercher une majorité chez les Francophones. Un coup dur qui lui fera dire des années plus tard, avec amertume, que les Québécois passeraient peut-être à l'histoire comme le seul peuple à avoir dit non, démocratiquement, à la liberté.

Après la défaite référendaire, c'est la descente aux enfers. Jusqu'à la démission de René Lévesque, en juin 1985, la querelle sur l'option viendra hanter, déchirer et finalement faire éclater le premier gouvernement souverainiste de l'histoire, lors de la crise des Orthodoxes de 1984. D'autres facteurs vont accélérer la chute. D'abord, la défaite référendaire prive le gouvernement de son âme, ou de sa légitimité, comme diront les fédéralistes. La population a dit non à ce qui était sa raison d'être et les élections victorieuses d'avril 1981 n'y changeront rien. La morosité s'empare du gouvernement.

L'échec de la Conférence constitutionnelle de novembre 1981, la fameuse nuit des longs couteaux, désarçonne René Lévesque pour une deuxième fois. Pierre Trudeau le terrasse et impose aux Québécois, au nom du Canada anglais, une constitution inacceptable, qui reste en deça des demandes historiques du Québec, et que leur gouvernement n'a même pas paraphée.

René Lévesque sort de l'épreuve considérablement affaibli auprès de ses militants et auprès de la population, aux yeux de laquelle, il n'a pas su bien défendre les intérêts de sa province. Un chef vaincu a toujours tort, dit le proverbe. Un autre événement, que René Lévesque emportera avec lui dans la tombe, éclate après la fin de la Conférence et le foudroie tout autant. Ce sont, bien sûr, les amitiés particulières entre la GRC et Claude Morin, le ministre qui était à sa droite à Ottawa, pendant que Pierre Trudeau le mettait en boîte.

À cette double tragédie, vient s'ajouter le congrès tumultueux du PQ de décembre 1981, un mois après la conférence d'Ottawa. Mais, pour une fois, c'est un René Lévesque littéralement enragé qui, dans son discours d'ouverture, pousse à l'extrême. Chauffés à blanc, les militants, soutenus par Jacques Parizeau, qui va se tromper de micro pour tester sa popularité, reviennent à la ligne dure: un vote pour le PQ est un vote automatique pour l'indépendance.

C'est un gros malentendu, qu'un René Lévesque dégrisé corrigera rapidement, en février 1982, au cours de ce que la presse appellera le «Renérendum». On retourne donc à la souveraineté associative! Mais le mal est fait: le PQ sort déchiré de l'affrontement entre le chef et la structure. La contestation et la grogne qui vont peu à peu poussé René Lévesque vers la sortie commencent là.

La dure récession économique de 1982-83 viendra compléter l'œuvre de démolition. Aux prises avec un trou de 500 \$ millions dans les finances publiques, le gouvernement impose des coupures rétroactives de 20 % au secteur public. Déjà à couteaux tirés avec son aile souverainiste dure, René Lévesque s'aliène cette fois son aile social-démocrate et syndicale.

L'explication finale a lieu à l'automne 1984. Coincé, et après avoir tiré en bon démocrate la leçon de la défaite référendaire — les Québécois lui ont dit non — et convaincu en plus qu'il ne sera pas du prochain rendez-vous — René Lévesque effectue le virage du Beau risque. Au Conseil national de septembre 1984, il déclare que le fédéralisme n'est pas l'enfer sur terre. Il veut donner une dernière chance au Canada.

C'est un recul purement stratégique, dicté par la nouvelle donne post-référendaire. Il n'a pas le choix et temporise sur le Saint-Laurent. Tant que le Québec n'est pas souverain, il est premier ministre d'une province, et se doit donc de dialoguer avec le nouveau premier ministre fédéral, Brian Mulroney, qui parle de réconciliation nationale et veut réintégrer le Québec dans la constitution «dans l'honneur et la dignité».

Ce n'est pas toutefois ce virage étonnant qui met le feu aux poudres entre lui et Jacques Parizeau. C'est plutôt la décision de René Lévesque, exposée dans une lettre qu'il fait parvenir à l'exécutif du PQ, le 19 novembre 1984, de mettre la souveraineté en veilleuse aux prochaines élections. C'est-à-dire de ne pas en souffler mot.

Pour ceux qu'on va appeler les ministres orthodoxes, c'est le signal que leur chef a défroqué, qu'il ne croit plus à la souveraineté. Et quand le pape lui-même a perdu la foi, à quoi ça sert de rester dans l'Église? D'où les démissions qui vont suivre, dont celles de Jacques Parizeau et Camille Laurin, les deux soldats de la première heure pour qui il ne fallait jamais arrêter de parler de souveraineté, même contre vents et marées.

À partir de 1988, revenu de son Colombey-les-deux-Églises d'Outremont, le mal aimé Parizeau inaugure son règne, qui coïncide avec la reconquête de l'électorat et la reconstruction du PQ, qui n'était plus qu'à 20 % dans les sondages — il ne faut pas l'oublier — quand il en prend la direction. Cette période coïncide aussi avec le durcissement de la démarche vers la souveraineté, et sa clarification.

On peut conclure que l'option motrice du PQ sous René Lévesque connaît après lui un double dérapage. Celui de l'affirmation nationale. Concept fumeux forgé par Pierre-Marc Johnson, successeur éphémère de René Lévesque entre septembre et décembre 1985, et qui n'était rien d'autre qu'un retour, sous une autre étiquette, à l'autonomie provinciale défendue avant lui par son père.

À ce recul, qui violait la ligne tracée par le père fondateur, répondît chez Jacques Parizeau, le second successeur, la souveraineté sans trait d'union, invariablement rejetée dans tous les sondages depuis 20 ans. Un virage qui massacrait également l'évangile de l'obligatoire association. Seul l'avenir nous dira si cette double dérive n'était qu'un accident de parcours, et non un coup mortel porté à l'idée de la souveraineté qui était au cœur de la fondation du Parti québécois, en 1968. Hypothèse que les sondages pré-électoraux actuels auraient plutôt tendance à démentir, cependant.